

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLOUGASNOU

L'an deux mille dix, le 16 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGASNOU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, à 20 heures, sous la présidence de Monsieur Yvon TANGUY, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : **22**

Date de la convocation du Conseil Municipal : **09 décembre 2010 (affichée le 09 décembre 2010)**

Compte rendu de séance et extraits du registre des délibérations affichés le 20 décembre 2010.

Présents : TANGUY Yvon, LE MEUR Jean-Yves, SALAUN Robert, CHARLES Daniel, LE DOARE Martine, CONSTANT André, ORSI Jacques, DANIELOU Anne, ROPARS Dominique, CHATARD Céline, LE CLECH Hervé, MICHAILLE Françoise, LE GOFF Josiane, LE RUZ Hervé, LEMOUNAUD Dominique.

Absents : TROMEUR Jean-Marie, COTRIAN Bernard, DERRIEN Delphine, KERGUTUIL Eliane, VALLEE Eric, TROUSSEL Frédérique, COLAS Marie-Pierre.

Pouvoirs : KERGUTUIL Eliane à LE DOARE Martine, TROUSSEL Frédérique à MICHAILLE Françoise , COLAS Marie-Pierre à DANIELOU Anne.

Secrétaire de séance : LE GOFF Josiane .

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 15

Pouvoirs : 3

1. Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 21 octobre 2010

Monsieur Lemounaud s'oppose au fait de faire paraître sur le site Internet de la commune le compte rendu du conseil municipal avant son approbation lors du conseil municipal suivant. Il lui est rappelé que conformément aux dispositions du CGCT, le compte rendu doit être affiché sous huitaine et que cette publicité conditionne le caractère exécutoire des délibérations.

Monsieur le Maire explique que comme dans la plupart des communes de France, ce compte rendu est par ailleurs diffusé sur le site de la commune afin d'en assurer la plus large diffusion possible dans un souci d'informer au mieux la population.

Monsieur Lemounaud refuse de participer au vote.

Le compte rendu du Conseil Municipal du 21 septembre 2010 n'appelant pas d'autre observation, il est procédé au vote,

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, avec une abstention (Hervé Le Ruz)
APPROUVE le compte rendu du Conseil Municipal du 21.10.2010.

Votants : 17

Pour : 16

Contre : 0

Abstentions : 1

2. Avis du Conseil Municipal sur le mode de gestion du service public d'assainissement collectif. (PJ 1)

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

La Ville de Plougasnou a confié l'exploitation de son service public d'assainissement collectif à la société VEOLIA EAU en vertu d'un contrat d'affermage ayant pris effet le 1er janvier 2003 et dont le terme est fixé au 31 décembre 2011. Il y a donc lieu de délibérer sur le mode de gestion à envisager à compter du 1er janvier 2012.

Un rapport comparatif complet des différents modes d'exploitation envisageables a été remis à l'ensemble des membres du Conseil Municipal avec leur convocation.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Villeneuve du cabinet BOURGOIS, chargé d'une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en vue de l'exploitation du service public d'assainissement, afin qu'il présente ce rapport.

Monsieur Villeneuve complète son exposé par une analyse comparative en terme de moyens humains à mettre en œuvre selon chacun des modes de gestion proposés.

Monsieur Lemounaud propose que sa question orale n°1 soit ici posée.
Accord de Monsieur Tanguy.

Question orale n°1/ Avis du conseil municipal sur le mode de gestion du service public d'assainissement collectif :

Notre choix se porterait évidemment sur une gestion directe en régie – nous avons déjà eu l'occasion de le dire dans cette enceinte – pour pouvoir conserver la totale maîtrise sur le fonctionnement du service et les tarifs à appliquer aux usagers.

Nous pouvons toutefois admettre que vous optiez pour la délégation de service public, par frilosité excessive, estimant que vous n'avez pas les moyens techniques en personnel et en matériel pour assurer la gestion du service d'assainissement, ce qui est une évidence puisqu'il faut tout créer la première année.

Dans ce cas il faudra veiller scrupuleusement au respect des points suivants :

- *la commune a la responsabilité de maintenir un juste tarif pour les usagers,*
- *un bon contrôle des résultats financiers d'un service délégué n'a pas pour objet d'empêcher VEOLIA EAU de réaliser des bénéfices mais de vérifier que ces bénéfices résultent d'améliorations apportées à la gestion du service et non d'un tarif trop élevé par rapport aux prestations effectuées.*

Vous écrivez dans la rubrique « caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire :

- la durée de l'affermage envisagée sera de 10 ans. Cependant, afin de tester l'incidence sur le tarif de l'allongement de la durée, une option permettra aux candidats de remettre un prix pour une durée maximale de 12 ans permettant ainsi à la collectivité de retenir la meilleure solution pour l'abonné ».

Nous vous demandons de bien vouloir éclairer vos propos de données chiffrées qui doivent accompagner toute étude comparative devant conduire à un choix.

Il serait souhaitable que vous apportiez des précisions sur la surtaxe (maintenue à 55 € en 2011) destinée à financer les investissements de la commune et qui entre pour une part non négligeable dans le total du coût annuel de l'assainissement collectif pour chaque abonné.

Réponses de Monsieur le Maire :

Ce point vient d'être abordé.

Néanmoins je précise : Il est étonnant de constater que vous privilégiez le mode de gestion en régie qui entraîne des créations de postes alors que précédemment, à chaque fois que nous avons proposé des embauches, vous vous êtes opposés ou abstenus, pour rappel, policier municipal puis responsable des services techniques. S'abstenir dénote aussi d'une frilosité certaine.

Pour la gestion vous citez le nom du fermier actuel qui pourrait changer demain. Le choix de la DSP permet une grande négociation qui devrait permettre de baisser les coûts de gestion.

Monsieur Villeneuve précise que le recours à une consultation permettra d'obtenir un prix négocié en tenant compte du nouveau périmètre d'affermage.

Il peut paraître également intéressant au niveau de la durée de prévoir en option des durées variables pour obtenir de meilleurs tarifs.

Monsieur Villeneuve présente les principes de la procédure de Délégation de Service Public.

Monsieur Tanguy rappelle que la commission de Délégation de Service Public est déjà créée, il en donne la composition : Yvon Tanguy, Jean-Yves le Meur, Daniel Charles et Hervé Le Ruz.

Monsieur Tanguy reprend la parole et expose :

Le but de la commune est :

- d'assurer la continuité du service public
- d'assurer la qualité des eaux traitées
- de maintenir en bon état les outils, les moyens de traitement que sont les réseaux et la station d'épuration
- d'offrir aux habitants de la commune raccordés au réseau ou raccordables avant juin 2011 un service optimal (équilibre qualité / prix)

Trois types de gestion ou d'exploitation nous sont proposés avec chacun leurs forces et leurs faiblesses.

Afin d'avancer de façon objective dans la démarche nous devons prendre en compte les éléments suivants :

Aujourd'hui, c'est, par le biais d'une DSP (Délégation de Service Public) que nous gérons ce service.

Le fermier porte l'entière responsabilité de la mise en œuvre et de ses conséquences éventuelles.

Il emploie du personnel qualifié qui assure le suivi et le bon fonctionnement de la station dont les équipements informatiques et automatismes sont très techniques.

Il assure par le biais de son personnel polyvalent d'une station à l'autre de la région les astreintes, les congés, les remplacements en cas d'arrêt de maladie.

Il assure le suivi et le contrôle des raccordements des propriétés.

Il assure la gestion et le suivi des factures.

Il prend à son compte la récupération de la TVA en cas d'investissement et permet ainsi à la commune d'éviter d'accroître ses emprunts.

La gestion d'un service d'assainissement est un métier à part entière que les spécialistes maîtrisent qui en professionnels suivent l'évolution des innovations dans la conception du service ou dans sa gestion.

Quelles seraient les conséquences de changer de type de gestion et en particulier faire le choix de passer en régie directe ?

- Obligation d'engager un technicien qualifié, dédié à la gestion et à l'exploitation de notre outil de collecte et de traitement. Quid des astreintes, des congés, des absences éventuelles pour maladie ? Faudrait-il songer à embaucher 2 techniciens. ?
- Obligation d'engager un agent administratif pour le suivi et la gestion et le recouvrement des factures et la gestion des contentieux.
- Eventualité de devoir reprendre la part de personnel employé aujourd'hui par le fermier pour notre système d'assainissement.
- Questionnement identique à celui relatif au technicien.
- Equipement en matériel à prévoir, voiture, outils divers, logiciel de gestion.
- Complexité à récupérer les données relatives aux volumes d'eau consommés et donc à prendre en compte pour la part traitée en assainissement.
- Versement éventuel d'une indemnité par la collectivité au délégataire si l'exécution du contrat n'a pas permis de recouvrer en totalité l'amortissement technique des biens repris.
- Responsabilité totale de la commune et du Maire en particulier d'où un surcoût très important en terme de primes d'assurances pour la commune.

C'est pourquoi je propose le maintien du statu quo pour éviter les difficultés que peut représenter un changement de mode de gestion.

La gestion par un prestataire spécialisé permet une continuité du service, permet plus d'efficacité, de souplesse en terme de gestion du personnel y compris les astreintes, congés et autres absences, permet une relation directe avec chaque abonné.

Si l'élément coût n'a pas été relaté jusque là, il convient de constater que l'ensemble des résultats des Appels d'Offres concernant les DSP gestion et exploitation d'assainissement montrent l'intérêt porté par l'ensemble du panel de spécialistes et de baisses conséquentes sur les parts fermières proposées.

Cette DSP pourrait être proposée pour 10 ans afin de ne pas chevaucher sur un début de mandat municipal, (prochaines échéances municipales, 2014 puis 2020). Le contrat à proposer se terminerait donc fin 2021.

Caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire

Le périmètre de l'affermage : le périmètre de l'affermage sera celui de la Ville de PLOUGASNOU.

La durée : La durée de l'affermage envisagée sera de dix ans. Cependant, afin de tester l'incidence sur le tarif de l'allongement de la durée, une option permettra aux candidats de remettre un prix pour une durée maximale de douze ans permettant ainsi à la collectivité de retenir la meilleure solution pour l'abonné.

Responsabilités : Conformément aux principes d'un affermage, le délégataire exploitera le service à ses risques et périls. Il sera tenu de souscrire une assurance responsabilité civile et dommages aux biens.

Risques vis à vis de la qualité de l'environnement : Le délégataire sera responsable de la qualité de l'eau traitée par la station d'épuration ainsi que de la maîtrise et du contrôle des trop pleins des postes de refoulement. Il procèdera à ses frais aux prélèvements et aux analyses de contrôle nécessaires y compris sur les milieux de rejet en cas de présomption de pollution ayant pour origine le système d'assainissement. Il contractera une assurance dommage à l'environnement.

Les travaux d'entretien et de réparations:

Tous les travaux d'entretien et de réparations des réseaux, des branchements, des ouvrages de génie civil et des équipements seront exécutés par le délégataire à ses frais.

Travaux de renouvellement :

Les renouvellements des branchements et des équipements électromécaniques seront réalisés par le délégataire à ses frais.

Les travaux de renouvellement du réseau de collecte resteront à la charge de la Ville.

Les travaux de branchements neufs : Ces travaux en domaine public seront attribués à titre exclusif au délégataire. Le prix des branchements, payés par le demandeur, sera établi au moyen d'un bordereau des prix unitaires annexé au contrat d'affermage. Ces prix unitaires résulteront de la consultation.

Gestion des abonnés :

Le délégataire assumera à ses frais la gestion des abonnés au service d'assainissement et les relations clientèles avec ceux-ci.

La facturation et le recouvrement :

- des redevances dues par les usagers assujettis à la redevance assainissement collectif,
- de la part collectivité (surtaxe) destinée à financer les investissements de la Ville,
- des redevances des organismes publics,

seront assurés par le délégataire du service d'eau potable sur la base de la relève des compteurs d'eau assurés par ce dernier. Une convention fixant les modalités correspondantes sera établie entre le délégataire du service d'assainissement et le délégataire du service d'eau.

Les relations entre le délégataire et les abonnés seront régies par un règlement du service qui sera annexé au contrat d'affermage.

Les clauses financières :

Le tarif délégataire comprendra un abonnement fixe et une part proportionnelle à la consommation, affectée le cas échéant pour les rejets industriels d'un coefficient de rejet et de pollution. Les tarifs seront révisables par une formule paramétrique reflétant la structure des coûts d'exploitation.

Des pénalités fixées contractuellement pourront être appliquées au délégataire s'il ne satisfait pas aux clauses de ce contrat.

Communication entre la Collectivité et le délégataire :

Le délégataire remettra chaque année à la Ville un rapport contenant une partie technique et une partie financière rendant compte de son activité au cours du dernier exercice clos.

Contrôle du délégataire :

La Ville contrôlera les informations techniques et financières de l'affermage communiquées par le délégataire.

Suivi des performances :

Les conditions d'exécution de l'affermage seront appréciées par des indicateurs choisis de façon à refléter les performances du délégataire et à suivre leur évolution. Ces indicateurs seront définis par le contrat.

Délibération

La Ville de Plougasnou a confié l'exploitation de son service public d'assainissement collectif à la société VEOLIA EAU en vertu d'un contrat d'affermage ayant pris effet le 1er janvier 2003 et dont le terme est fixé au 31 décembre 2011. Il y a donc lieu de délibérer sur le mode de gestion à envisager à compter du 1er janvier 2012.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les obligations réglementaires auxquelles doit souscrire toute collectivité préalablement à l'engagement de sa décision quant aux modalités d'exploitation de son service public d'assainissement.

1- En vertu de l'article L 1411.4 du code général des collectivités, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le principe de l'exploitation de son service public d'assainissement, au vu d'un rapport présentant les données techniques de l'exploitation à assurer, ainsi que les modes de gestion possibles ;

2 - La Ville de PLOUGASNOU comptant une population inférieure à 10.000 habitants, elle n'est pas soumise à l'obligation de création d'une commission consultative des services publics locaux ;

3 - Par contre, préalablement à la décision qui doit être prise par l'assemblée délibérante, non seulement en cas de modification du mode de gestion, mais également en cas de renouvellement du mode actuel dans le cadre d'une nouvelle procédure de délégation de service public, le Comité Technique doit être consulté et émettre un avis. Notre collectivité ne disposant pas de son propre Comité Technique, c'est celui du Centre de Gestion du Finistère qui a été sollicité avec à l'appui, le rapport du 28/10/2010 de notre assistant à maîtrise d'ouvrage, le Cabinet BOURGOIS, rapport qui a également été remis à chacun des membres de l'assemblée délibérante dans les délais d'usage. Le CTP a émis un avis favorable.

Ceci ayant été rappelé, et après présentation de ce rapport, Monsieur le Maire ayant ouvert le débat, et après que chacun se soit exprimé, le principe de la délégation par affermage du service public d'assainissement apparaît plus adapté à la situation de la Ville qu'une exploitation en régie, compte tenu :

- de la nécessité de disposer en permanence de compétences avancées dans les domaines de l'expertise physico-chimique, de l'automatisme, de l'électromécanique des ouvrages à exploiter (station d'épuration et postes de refoulement), compétences dont la ville ne saurait disposer de manière économique,

- des contraintes techniques et financières liées à la mise en œuvre d'une régie : recrutement, formation et gestion du personnel, mise à disposition de locaux, de véhicules, de matériel et de stock d'exploitation, équilibre financier du service, garantie de la qualité du service.
- de la nécessité de maintenir une astreinte 7 jours/7 et 24h/24 (période estivale également à prendre en compte), que la collectivité devrait assurer avec ses moyens propres, adaptés en conséquence, mais non mutualisables,
- des contraintes et des risques techniques, financiers et juridiques (responsabilité pénale et civile) liés à l'exploitation ; en cas d'affermage, ceux-ci sont en effet transférés sur le délégataire qui assure le service à ses «risques et périls»,
- de bénéficier d'un engagement pérenne du coût d'exploitation du service par un tarif fixé pour l'ensemble de la durée de l'exploitation.

En considération de tout ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal de retenir le principe de la Délégation de Service Public par affermage pour l'exploitation du service d'assainissement collectif de la Ville. Cette procédure applicable à la passation des Délégations de Service Public est définie par la loi du 29 janvier 1993 modifiée par divers autres textes, le tout étant désormais codifié aux articles L 1411.1 à L 1411.18 et R 1411.1 à R 1411.6 du code général des collectivités territoriales.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

Votants : 18

Pour : 16

Contre : 0

Abstentions : 2 (Hervé le Ruz, Dominique Lemounaud)

D'APPROUVER le choix d'un mode de gestion délégué par affermage pour le service public d'assainissement collectif de la Ville,

D'APPROUVER les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé,

D'AUTORISER Monsieur Le Maire à lancer la procédure de passation de la Délégation de Service Public selon les modalités définies aux articles L 1411.1 à L 1411.18 et R 1411.1 à R 1411.6 du code général des collectivités territoriales et à signer tout document relatif à cette procédure.

3. Avis du Conseil Municipal sur la demande de concession de titre minier, d'autorisation d'ouverture de travaux et d'autorisation domaniale dite « Concession Pointe d'Armor » formulée par la Compagnie Armoricaïne de Navigation (CAN) sur le site « Pointe d'Armor » en baie de Lannion.(PJ 2)

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

La Compagnie Armoricaïne de Navigation (filiale du groupe Roullier) a déposé une demande de concession minière, d'ouverture de travaux d'exploitation et d'autorisation d'occupation domaniale pour l'exploitation du gisement de sable coquillier de la Pointe d'Armor (baie de Lannion). Cette demande porte sur un volume d'extraction annuel de 400 000 m³ sur une durée de 20 ans. Elle concerne une surface de 4 km² localisée à environ 7 km à l'ouest de Trébeurden.

Le groupe recherche des gisements de sables coquilliers en substitution du maërl dont la fin des extractions est annoncée après 2014. Ce sable est destiné à approvisionner la filière agricole en amendement calcaire. Il permettra, d'après le dossier déposé, de maintenir l'activité économique du groupe Roullier et de préserver les emplois liés à la valorisation du calcaire marin.

Les produits seraient débarqués dans les ports de Roscoff, Tréguier, Saint Briec, Saint Malo et Pontrieux.

L'enquête publique relative à ce dossier s'est déroulée du 25 octobre au 25 novembre 2010. Les communes et intercommunalités concernées ont 2 mois après la fin de l'enquête pour donner leur avis.

Monsieur le Maire précise qu'il a tenu à faire part de ses remarques dans le cadre de l'enquête publique.

S'il a dû donner un avis défavorable, il regrette que les besoins d'extraction dépassent ceux nécessaires à l'amendement des terres agricoles de la région pour lesquels, un projet d'extraction raisonné et raisonnable aurait pu être envisagé, répondant ainsi à la demande de nos agriculteurs.

Délibération

CONSIDERANT sur le projet en général :

- Que le dossier d'étude d'impact comporte plusieurs incohérences, notamment concernant la destination géographique des matériaux extraits ; Les volumes extraits permettraient de répondre aux besoins en sable calcaire de la filière agricole française et pas seulement régionale ;
- Que le projet d'extraction ne répond pas aux engagements pris Morlaix Communauté et Lannion-Trégor Agglomération dans le cadre de la charte des espaces côtiers bretons proposée par le Conseil Régional de Bretagne et signée le 2 juillet 2010 ;
- L'avis du Conseil Economique et Social de Bretagne qui considère que les extractions de sable sont une menace pour la biodiversité et les autres activités humaines.

CONSIDERANT sur les aspects environnementaux :

Qu'il existe, lors des opérations d'extraction, un très grand risque de dispersion des matières en suspension, contrairement à ce qui est indiqué dans le dossier d'étude d'impact ;

- Que cette dispersion entraîne une forte turbidité de l'eau préjudiciable à de nombreuses espèces et habitats naturels marins pour lesquels les sites Natura 2000 en mer ont été désignés ;
- Qu'il n'y a pas eu d'études spécifiques ou d'avis d'experts concernant les incidences sur les populations et espèces d'oiseaux ;
- Que la baie de Lannion constitue une zone essentielle pour le Puffin des Baléares durant ses migrations estivales (espèce classée en 2004 comme menacée d'extinction par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature) ;
- Que la baie de Lannion a déjà accueilli en 2010 des effectifs représentant 25% de la population mondiale connue de cette espèce (plus de 4500 Puffins des Baléares recensés en juillet 2010) ;
- Que le lançon, espèce à fort enjeu, n'a pas été étudié ;
- Que les incidences éventuelles sur les frayères et nourriceries de ce secteur n'ont pas été évaluées ;
- Qu'il n'y a dans le dossier aucune référence aux sites d'extraction existants ailleurs, et notamment un état des fonds après exploitation ou un compte-rendu des suivis réalisés et leurs résultats ;
- Que d'autres sources possibles d'approvisionnement en carbonate de calcium comme l'exploitation de la Crépidule (coquillage invasif) n'ont pas été étudiées ;
- Que l'analyse de l'évolution du trait de côte et la prise en compte de la modification de la houle et des courants sont peu étudiés dans le dossier ;
- Que le pas de temps proposé par la CAN pour faire une étude d'impact sur la zone est trop élevé (tous les 5 ans) ;
- Qu'il n'y a pas d'étude d'incidences sur les zones Natura 2000 marines les plus proches situées à 1 km de la zone d'extraction.

CONSIDERANT

sur les activités humaines :

- Qu'il n'y a pas d'études précises dans le dossier des effets directs et indirects sur la pêche (pas de cartographies des lieux de pêche, des types de pêches, nombre de bateaux impactés, incidences sur l'activité de pêche locale...) ;
- Que l'activité de plaisance n'a pas été prise en compte alors qu'elle est importante en baie de Lannion ;
- Que les câbles de fibres optiques transatlantiques passent à proximité de la zone et qu'il y a un risque d'accrochage des câbles avec l'élinde ;
- L'absence d'avis des comités locaux des pêches de Paimpol et du Finistère.

CONSIDERANT

sur la procédure :

- Que les communes de Ploulec'h et Ploumilliau n'ont pas été destinataires du dossier d'étude d'impact pendant la phase de mise en concurrence et que Morlaix-Communauté n'a pas reçu le dossier d'enquête publique ;

- Que l'Autorité Environnementale n'a pas émis d'avis formel sur ce dossier ;

Le CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 18

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 0

SE PRONONCE

contre la demande de concession minière, d'ouverture de travaux d'exploitation et d'autorisation d'occupation domaniale pour l'exploitation du gisement de sable coquillier de la Pointe d'Armor (baie de Lannion) faite par la Compagnie Armoricaïne de Navigation.

SOLLICITE

auprès de l'Etat l'extension à la baie de Lannion de la Zone de Protection Spéciale mise en place au titre de Natura 2000 au regard des enjeux que représente cette baie pour la préservation du Puffin des Baléares, espèce menacée d'extinction.

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

4. Approbation du transfert de charges de Carantec à Morlaix Communauté suite au transfert de sa compétence Tourisme. (PJ 3)

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

La Commission Locale d'Evaluation des Charges de Morlaix Communauté (CLECT) a adopté, à l'unanimité, le montant de l'attribution de compensation des charges relatives au transfert de la compétence Tourisme de la Commune de Carantec à Morlaix Communauté à hauteur de 65 725.00 euros lors de la réunion du 20 octobre 2010 (voir rapport joint PJ 3).

L'application du rapport et son incidence financière pour la commune de Carantec doivent faire l'objet d'une approbation par la majorité qualifiée des communes membres de la Communauté d'Agglomération, la majorité applicable étant celle requise lors de la création de l'EPCI, soit les 2/3 des communes représentant plus de la moitié des communes représentant, elles-mêmes, les 2/3 de la population.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur le rapport de la CLECT et son incidence financière pour la commune de Carantec.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 18

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges de Morlaix Communauté validant le montant de l'attribution de compensation des charges relative au

transfert de la compétence tourisme de la Commune de Carantec à Morlaix Communauté à hauteur de 65 725.00 euros.

APPROUVE l'incidence financière pour la commune de Carantec.

DONNE pouvoir au Maire pour en informer Monsieur le Président de Morlaix Communauté.

5. Tarifs 2011.(PJ 4)

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

Monsieur LE MEUR présente le détail des propositions tarifaires 2011 applicables à compter du 1^{er} janvier 2011.

1 – Maintien des tarifs 2010

- Bibliothèque municipale,
- Prix de vente de terrain dans la zone d'activité de Kervescontou,
- Location de l'espace culturel de la maison prévotale,
- Redevance passager pour les liaisons maritimes,
- Taxe de séjour (maintien pour la part communale, mais création d'une taxe additionnelle de 10% par le département)
- Délivrance des documents administratifs,
- Tarif des cartes de pêche pour les seuls étangs de Mesquéau.

2 – Les modifications nouvelles sont les suivantes :

- Création de deux tarifs distincts de droit de place pour le marché :
 - l'un « PERMANENT » pour les abonnements annuel et d'été,
 - l'autre « OCCASIONNEL » pour les marchands de passage.
- La durée de perception de la taxe de séjour est fixée du 1^{er} Janvier au 31 Décembre (et non du 1^{er} Juin au 30 Septembre).

Par délibération du 25/10/2010, le Conseil Général a décidé la mise en place d'une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2011.

3 – Augmentation des tarifs

L'ensemble des tarifs, sauf ceux cités au § 1, subissent une augmentation moyenne de 2 % tenant compte des principaux indicateurs constitutifs de l'Indice des prix à la consommation (+ 1.6 % en septembre 2010), à savoir :

- Variation annuelle de + de 1.4 % des prix des services,
- Stabilité du prix des produits manufacturés,
- Hausse annuelle des prix de l'énergie + 9.8 %,
- Stabilité annuelle des prix des produits alimentaires + 0.8 %.

4 Précisions complémentaires sur les tarifs d'Assainissement Collectif

- a) Redevance « Assainissement » (abonnement et prix du m³)

- La part du fermier est déterminée par l'avenant n° 1 à effet du 12 mai 2009 au contrat d'affermage VEOLIA-EAUX.
Elle est revalorisée en fonction d'indices.
Le coefficient applicable du 1 janvier 2010 au 31 décembre 2010 est : 1.037.
- La part de la Commune est déterminée par le Conseil Municipal. Elle a pour but d'équilibrer le budget « Assainissement » qui est géré comme un service à caractère industriel et commercial.
Les opérations *financières* relatives à l'assainissement du Diben et de Primel-Tregastel ainsi qu'à la construction d'une station d'épuration n'étant pas terminées à ce jour, il est proposé de maintenir pour 2011 les mêmes tarifs que ceux de 2010.
Il est important de signaler que, conformément à l'Article 1331-8 du Code de la Santé Publique et de la délibération du 11 septembre 2008 approuvant le règlement du Service Public de l'Assainissement Collectif de PLOUGASNOU, :
 - Le propriétaire qui ne s'est pas raccordé au réseau dans le délai de 2 ans à compter de la date de mise en service de l'égout, soit le 12 mai 2009, doit payer une somme équivalente aux redevances d'assainissement qu'il aurait payées si son immeuble avait été raccordé au réseau ;
 - Ces redevances seront majorées de 100 % à compter du 12 mai 2011 jusqu'à la date de raccordement.

b) Taxe de raccordement au réseau d'eaux usées

- La taxe applicable aux constructions nouvelles qui se raccordent directement au réseau collectif passe de 2 100 € à 2 150 € ;
- La taxe pour les constructions existantes au moment de la création ou de l'extension du réseau collectif est différenciée en fonction de la période légale de 2 ans à compter de la mise en service du réseau d'assainissement vers la station d'épuration. L'arrêté datant du 12 mai 2009, le délai de 2 ans expire le 11 mai 2011. En conséquence :
 - les raccordements effectués AVANT le 12 mai 2011 seront facturés aux mêmes tarifs que ceux de 2010 ;
 - les raccordements effectués APRÈS le 12 mai 2011 seront de :

1 200 € TTC par construction	420 € TTC par logement individuel compris dans un immeuble à usage collectif
--	---

- Par ailleurs, il est proposé que le Conseil Municipal autorise M. le Maire à adresser une mise en demeure aux propriétaires qui n'auront pas respectés le délai de 2 ans – à procéder d'office aux travaux de raccordement, aux frais des récalcitrants -.

Monsieur Le Ruz demande s'il existe des possibilités d'aides pour les personnes ayant des difficultés financières.

Monsieur Le Meur rappelle qu'il existe des mesures d'aide à solliciter auprès du Trésor Public mais aussi des aides en terme de subvention pour l'amélioration de l'habitat auprès de l'ANAH.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 18

Pour : 16

Contre : 0

Abstentions : 2 (Messieurs le Ruz et Lemounaud)

APPROUVE les tarifs 2011.

AUTORISE Monsieur le Maire a prendre les mesures nécessaires pour le raccordement d'office.

6. Décision Modificative de Budget - Budget GENERAL

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°2

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
COMPTE	INTITULE	MONTANT	COMPTE	INTITULE	MONTANT
605	Effacement de réseaux	- 11 995.00	6419	Remboursement rémunération	5 000.00
			74121	Dotation de solidarité rurale	2 737.00
			7381	Droits d'enregistrement	- 16 534.00
			74127	Dotation Nationale de Péréquation	- 3198.00
	TOTAL	- 11 995.00		TOTAL	- 11 995.00

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 18

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE la décision modificative budgétaire comme énoncée ci-dessus.

7. Décision Modificative de Budget - Budget ASSAINISSEMENT

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°2

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
COMPTE	INTITULE	MONTANT	COMPTE	INTITULE	MONTANT
2031	Frais d'Etudes (assainissement Terenez)	5 000.00			
2315	Extension Réseaux	- 5 000.00			
	TOTAL	0.00		TOTAL	0.00

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 18

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE la décision modificative budgétaire comme énoncée ci-dessus.

8. Décision Modificative de Budget - Budget des Ports

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°1

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
COMPTE	INTITULE	MONTANT	COMPTE	INTITULE	MONTANT
2181	Installations Générales	- 11 412.56	10 222	FCTVA	- 1 591.45
			1312	Subvention région	- 9 821.11
	TOTAL	- 11 412.56		TOTAL	- 11 412.56

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 18

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE la décision modificative budgétaire comme énoncée ci-dessus.

9. Mandatement des dépenses d'investissement sur le budget communal et les budgets annexes – exercice 2011.

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

Conformément à l'article 1612-1 du code des collectivités territoriales, il est demandé d'autoriser le Maire à engager, liquider et à mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, soit l'année 2010, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci pour l'ensemble des budgets 2011.

Cette délibération permet d'attendre le vote des budgets primitifs.

BUDGET COMMUNE

	BP	DM	Crédits ouverts en 2010	autorisation art L1612-1 CGCT
CHAPITRE 20	22 474.53		22 474.53	5 618.63 €
202 - frais études	0.00		0.00	- €
			0.00	- €
2031 - Frais études	0.00		0.00	- €
			0.00	- €
204 Subv financières versées	22 474.53		22 474.53	5 618.63 €
20415 - subv / grpement de collectivités	0.00		0.00	- €
2042 - Subv équipement pers de droit privé	22 474.53		22 474.53	5 618.63 €
205 - Licences			0.00	- €
CHAPITRE 21	309 000.00	15 000.00	324 000.00	81 000.00 €
2111 - Terrains nus	150 000.00		150 000.00	37 500.00 €
2151 - Réseaux de voirie	0.00		0.00	- €
2156 - Matériel incendie			0.00	- €
21568 - matériel et outillage	0.00		0.00	- €
21571 - Matériel de transport	80 000.00	15 000.00	95 000.00	23 750.00 €
21578 - Autres matériels services techniques	35 000.00		35 000.00	8 750.00 €
2183 - Matériel bureau/informatique	10 000.00		10 000.00	2 500.00 €
2184 - Mobilier	19 000.00		19 000.00	4 750.00 €
2188 - Autres Immobilisations	15 000.00		15 000.00	3 750.00 €
				- €
CHAPITRE 23	3 307 456.15	505 992.00	3 813 448.15	953 362.04 €
2312 - Immo en cours - Terrains	800 000.00		800 000.00	200 000.00 €
2312 -197 Création Jardin Public	800 000.00	161 048.00	961 048.00	240 262.00 €
2312 Terrain de Foot	0.00		0.00	- €

2313- Constructions & Aménagements	978 000.00		978 000.00	244 500.00 €
			0.00	- €
2313-108 - Eglise et Constructions & Aménagements	600 000.00	309 944.00	909 944.00	227 486.00 €
2313 - 109 Bâtiments publics	160 000.00		160 000.00	40 000.00 €
2313 - 190 - Embellissement	18 000.00		18 000.00	4 500.00 €
2313 - 192 - Salle des Fêtes	0.00		0.00	- €
2313 - 195 - Foyer logement			0.00	- €
2313-202 - Atelier technique	200 000.00		200 000.00	50 000.00 €
2315 - Immo en cours inst techn	1 529 456.15		1 529 456.15	382 364.04 €
2315-107 voirie	801 748.89		801 748.89	200 437.22 €
			0.00	- €
2315-187 Front de mer	657 800.00		657 800.00	164 450.00 €
2315-191 port de plaisance	53 907.26		53 907.26	13 476.82 €
2315.110 PLU	16 000.00		16 000.00	4 000.00 €
2315 - Terenez	300 000.00	35 000.00	335 000.00	83 750.00 €

BUDGET ASSAINISSEMENT

	BP	DM	Crédits ouverts en 2010	autorisation art L1612-1 CGCT
CHAPITRE 20	10 000.00	5 000.00	15 000.00	3 750.00 €
2031 Etudes	10000.00	5 000.00	15 000.00	3 750.00
CHAPITRE 21	10 000.00		10 000.00	2 500.00 €
2111 Terrains nus	10 000.00		10 000.00	2 500.00 €
CHAPITRE 23	392 493.98	-22 014.00	370 479.98	92 620.00 €
2315 - Installations techn. voirie réseaux divers				
2315.11 - Station d'épuration	147000.00	0.00	147 000.00	36 750.00 €
2315.12 - Réseaux de collecte et transfert	205493.98	-17 014.00	188 479.98	47 120.00 €
2315.13 - Extension réseau actuel	20000.00	- 5 000.00	15 000.00	3 750.00 €
2315.14 - Lotissements	20000.00		20 000.00	5 000.00 €
CHAPITRE 27	80 000.00		80 000.00	20 000.00 €
27 - Autres immos financières	80 000.00		80 000.00	20 000.00 €
2762 Créance sur tranfert de droits	80 000.00		80 000.00	20 000.00 €

BUDGET PORTS

	BP	DM	Crédits ouverts en 2010	autorisation art L1612-1 CGCT
CHAPITRE 21	35 000.00		23 587.44	5 896.86 €
2181 - Installations générales	30 000.00	- 11 412.56	18 587.44	4 646.86 €
2184 - Mobilier	5 000.00		5 000.00	1 250.00 €
2313 -Constructions & Aménagements				

Immos en cours de construction - (aménagement Terenez)	171 656.37	171 656.37	42 914.09 €
--	------------	-------------------	-------------

BUDGET CAMPING

	Crédits ouverts en 2010	autorisation art L1612-1 CGCT
CHAPITRE 21 immo corpo	13 000.00	3250
2188 - Autres	13 000.00	3250
CHAPITRE 23 immo en cours	27 682.58	6920.645
2318 - Autres immobilisations corporelles	27 682.58	6920.645

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 18

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE et AUTORISE le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, soit l'année 2010, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci pour l'ensemble des budgets 2011, selon les montants et affectations ci-dessus précisés.

10. Résultat de la consultation pour la réalisation des profils de baignade.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

La commune a lancé une consultation pour la réalisation de profils de baignade sur les cinq plages de la commune afin de répondre aux exigences de la réglementation européenne dans ce domaine.

Six offres ont été déposées.

Après analyses de ces offres au vu des critères retenus, notamment le dossier et mémoire technique, le référencement, le prix et les délais, il est proposé de retenir l'offre présentée par le bureau d'études DCI Environnement de Quimper d'un montant de 9 800,00 € HT.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 18

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 0

RETIENT l'offre du bureau d'étude DCI Environnement d'un montant de 9 800.00 € HT pour la réalisation des profils de baignade sur les cinq plages de la commune.
AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché.

11. Dotation Globale d'Equipement des communes et de leurs groupements **Programmation 2011.**

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

Comme chaque année à la même époque, il est demandé à notre commune de déposer ses programmations pour solliciter une Dotation Globale d'Equipement. Elle est attribuée aux communes pour la réalisation de travaux spécifiques.

Pour l'exercice 2011, les catégories d'opérations prioritaires fixées par la commission départementale sont les suivantes :

- Constructions scolaires,
- Equipements informatiques des écoles ;
- Bâtiments communaux ou communautaires ;
- Equipement informatique pour la dématérialisation des actes
- Travaux relatifs à la couverture « Haut Débit »
- Construction et rénovation lourde de routes et parkings publics ;
- Réseaux d'assainissement collectif ;
- Equipements économiques et touristiques,
- Aménagements de bourg en terme de sécurité routière
- Travaux d'adduction d'eau potable
- Equipements sportifs et socio-éducatifs.

Le taux de subvention est compris entre 20 % et 50 % pour l'ensemble des catégories éligibles. Un plafond de la subvention DGE est fixé à 100 000.00 €

Les nouvelles modalités de mise en œuvre de la DETR (Dotation d'Equipement des territoires Ruraux, fusion DGE et DDR) peuvent modifier les critères ci-dessus énoncés.

Il est proposé de donner pouvoir au Maire pour solliciter une DGE au titre de l'année 2011, sur le programme suivant :

- **Construction d'un Atelier Technique Municipal.**

Monsieur Lemounaud souhaite connaître le montant du projet. Réponse de Jacques ORSI : environ 850 000 €. Messieurs Le Ruz et Lemounaud déclarent être opposés à ce projet, mais la délibération concernant une demande de dotation, ils votent favorablement.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 18

Pour : 18

Contre : 0
Abstentions : 0

DONNE POUVOIR au Maire pour solliciter une DGE pour le programme 2011 :
- **Construction d'un Atelier Technique Municipal.**

12. Convention d'utilisation du plan d'eau de Mesqueau avec l'association ECOSKI

Rapport de présentation (André CONSTANT)

La commune a élaboré une convention tripartite ayant pour objet de définir à titre précaire et révocable les activités liées à la pratique de ski nautique avec l'association ECOSKI et l'association des pêcheurs sur le plan d'eau de Mesqueau.
Cette convention constitue une autorisation d'occuper le domaine communal accordée contre une redevance annuelle de 300 €.

Monsieur Lemounaud demande à ce que sa question orale n°2 soit ici posée.
Accord de Monsieur le Maire.

2/ Convention d'utilisation du plan d'eau de Mesqueau par l'association ECOSKI :

Des plougasnistes m'ont fait observer qu'il serait pertinent de vous demander de faire procéder à une analyse de l'eau avant de signer toute convention. Ils pensent que l'eau de Mesqueau est très polluée car la COMIREN (Compagnie Minière de Saint Renan) extrayait autrefois à cet endroit de l'or et de l'étain.

Il ne faudrait pas que la dépollution du plan d'eau de Mesqueau se fasse sur les seuls deniers communaux.

- *Y a t'il eu récemment une analyse d'eau ? On peut l'espérer dans la mesure où la baignade et la pêche y sont pratiquées .*
- *Dans le cas contraire, envisagez vous de régler ces problèmes sanitaires avant la mise à disposition du plan d'eau de Mesqueau à l'association ECOSKI ?*

Réponse de Monsieur le Maire :

Je répondrais simplement que cette eau est potable moyennant les traitements habituels, pour rappel, Mesquéau a servi à compléter l'alimentation en eau potable lors d'au moins 2 années de sécheresse. Il est évident que des analyses sur la potabilité de l'eau avaient précédé le pompage. Pour information, le taux de nitrate de l'eau de Mesquéau était moins élevé que celui de l'eau habituellement captée.

Il est proposé de donner pouvoir au Maire de signer cette convention.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 18
Pour : 18
Contre : 0
Abstentions : 0

DONNE POUVOIR au Maire de signer la convention d'utilisation du plan d'eau de Mesqueau avec l'association ECOSKI.

13. Questions orales

Monsieur LEMOUNAUD dépose 6 questions orales

Les questions 1 et 2 ont été abordées pendant le Conseil et réponse donnée.

3/ Primel Trégastel : création de la promenade de la Méloine.

Plusieurs habitants de ce secteur ont attiré mon attention sur le problème évident posé par la largeur considérablement réduite de la nouvelle chaussée destinée, on peut le penser, aux voitures et aux camions.

Si les deux voitures sont de gabarit modeste, elles se croisent normalement, si l'une des deux est un gros modèle, il faut être particulièrement vigilant et frôler la bordure de trottoir, s'il s'agit d'un camion de livraison de fuel, de gaz, de déménagement ou un autobus pour la colonie de vacances des PEP il est totalement impossible de se croiser.

L'espace réservé à la plantation de végétaux est manifestement trop important, on pouvait en diminuer la largeur pour permettre à la circulation automobile de se faire convenablement.

Après avoir interdit de facto le stationnement des véhicules sur cette avenue, on devient incohérent en rendant difficile l'accès aux aires de stationnement qui se trouvent derrière les premières rangées de maisons, sans oublier la gêne quotidienne pour les plouganistes de cette zone lorsqu'ils vont se trouver bloqués par de grosses voitures, des campings cars de passage ou totalement immobilisés derrière des camions.

Pourquoi avoir fait ce choix incompréhensible qui nuit considérablement à ce qui aurait pu être une magnifique réalisation ?

Réponse de Monsieur le Maire :

Ce projet a été présenté à la population lors d'une réunion qui s'est tenue dans les locaux de la PEP le 20 mai 2009 et les éléments d'aménagement mis en avant

La largeur des voies est réduite afin de contribuer à limiter la vitesse. Les riverains ont souhaité interdire le stationnement sur la voie.

4/ Projet de jumelage avec HELSTON

J'ai appris, comme la grande majorité des plougasnistes, par l'INFO MAIRIE de novembre que la commune et le district de Helston ont pris la décision d'unir leurs destinées aux nôtres.

Si Helston a pris cette décision, cela signifie que la période de contacts, de réflexion s'est achevée sur une décision similaire de Plougasnou, mais... prise par qui ? Par le Maire ? Il considérerait alors le Conseil Municipal comme une vulgaire chambre d'enregistrement...

Il nous semble, pour le moins curieux, qu'il n'ait jamais été officiellement question de ce projet de jumelage en Conseil Municipal.

Sur quels critères Helston a-t-elle été retenue par Plougasnou, alors que deux villes anglaises avaient été pressenties ?

Il est urgent que vous nous éclairiez sur le choix de Helston mais aussi sur les discussions qui ont lieu avec ses représentants, puisque nous avons été tenus à l'écart.

Réponse de Monsieur le Maire

Pour rappel, ce sujet a été évoqué à 2 ou 3 reprises en Conseil municipal et en particulier lors de la séance du 03 juin 2010 concernant des remboursements de frais de déplacement en Angleterre.

Un comité de jumelage entre les villes de Helston et Plougasnou est censé voir le jour. Ce comité devrait être organisé sous forme d'association loi 1901. La commune devrait passer une convention avec l'association et avoir un droit de regard sur l'utilisation de la subvention qui sera nécessaire au bon fonctionnement du comité de jumelage.

Des représentants de la ville de Helston ont été reçus par les plouganistes qui portent le projet de jumelage . A cette occasion la Municipalité les a également rencontrés.

Le Maire, ni aucun membre de la Municipalité n'a pu avoir de parti pris par rapport à ce choix, étant entendu que ce sont des plouganistes qui portent le projet de jumelage et qui librement ont fait le choix d'établir un jumelage avec Helston après qu'une autre ville anglaise un premier temps candidate au jumelage n'ait pas donné suite. Pour information, une réunion publique organisée par les porteurs du projet et annoncée par voie de presse s'est tenue vendredi dernier. Vous n'y étiez pas plus présent qu'à celles organisées pour Primel Trégastel d'abord en mai 2009 puis lundi dernier.

En ce qui concerne les 2 questions suivantes (n°5 et 6), Monsieur le Maire rappelle les termes de l'article 5 du règlement intérieur : ''Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et ne peuvent comporter d'imputations personnelles''.

Monsieur le Maire demande ne pas évoquer ces questions en conseil mais propose à Monsieur Lemounaud de lui répondre en dehors du conseil.